

# Genève & région

Guillaume Barazzone,  
le candidat PDC, part favori

Page 23

Début du démontage  
des citernes de Vernier

Page 22



PASCAL FRAUTSCHI

## Grossesse et sexualité

# Le Planning familial redoute d'être démantelé par les HUG

**Ce service si important pour les jeunes en difficulté va-t-il être décapité pour faire des économies? Bernard Gruson dément**

**Catherine Focas et Céline Garcin**

Le Planning familial va-t-il passer à la trappe? C'est ce qu'affirme le Syndicat des services publics, qui dénonce, dans un tract, la suppression de deux tiers des postes: «Ceci signifie l'arrêt de mort de ce service qui pourtant prodigue des prestations essentielles à la population.» Renseignement pris, il semble bien que le Département de médecine communautaire soit en ébullition ces jours-ci car il pourrait bien faire les frais de coupes importantes dans le cadre d'un plan d'économies prévu sur trois ans et qui répond au nom de «Performa».

### Les moins de 20 ans

Selon nos sources, un scénario prévoit de supprimer trois postes sur cinq au Planning familial, ce qui toucherait cinq personnes sur les huit (responsable comprise) qui y travaillent actuellement. Ces coupes devraient avoir lieu en 2014. «A travers le plan Performa, les HUG veulent économiser 75 millions de francs sur trois ans. Tous les départements sont touchés», indique Mirella Falco, secrétaire syndicale au SIT. Elle poursuit: «Si on supprime trois postes sur cinq, le Planning ne pourra plus prendre le temps de promulguer des conseils car il tourne actuellement à plein régime.»

L'année dernière, le Planning a mené 3919 entretiens, 48% des



Planning familial, photo prise lors de la Journée mondiale de la contraception, le 26 septembre 2011. PASCAL FRAUTSCHI

### Consultations en hausse

Le Planning familial de Genève existe depuis bientôt cinquante ans. Il est rattaché au Département de médecine communautaire des HUG depuis 2002. La création de ce service découle d'une loi fédérale de 1981 stipulant qu'«en cas de grossesse, les personnes intéressées ont droit à des consultations gratuites et à une aide». Les jeunes se rendent au Planning familial à

partir de 11 ans et les consultations sont en constante augmentation. Les adolescentes qui tombent enceintes et vivent des situations particulièrement difficiles y trouvent une écoute et une confidentialité. Notamment lorsqu'elles ont peur des réactions familiales. Pour beaucoup de gens, le Planning familial est l'ultime recours. **C.F. et C.G.**

personnes qui ont consulté ce service sont âgées de moins de 20 ans. Et presque la moitié de ces jeunes viennent en urgence pour obtenir la pilule du lendemain. «Ils abordent souvent des questions liées à leur intimité, indiquent les professionnels de la branche. Au fil de la discussion, on peut apprendre, par exemple, que le rapport sexuel n'était pas consenti. Mais cela prend du temps, les gens ne se livrent pas en trois minutes.» Même chose lorsqu'il s'agit de prendre une dé-

cision aussi importante que garder un bébé ou non.

Le projet de budget 2013, dans lequel ces coupes seraient prévues, devrait être avalisé par le conseil d'administration de l'Hôpital à la fin de novembre puis passer devant le Grand Conseil à la mi-décembre.

### Pas de menace

Contacté, Bernard Gruson, directeur général de l'Hôpital, dément complètement les menaces qui pèseraient sur le Planning fami-

lial: «Il n'est pas envisageable de supprimer trois postes sur cinq, c'est inexact et hors de question. Ce service répond à une exigence légale et nous continuerons à remplir cette exigence légale (*lire encadré*). On va laisser le dispositif prévu par la loi.»

Les inquiétudes des collaborateurs sont-elles complètement irrationnelles? «Non. Les gens sont inquiets et je les comprends. Ils ont peut-être pris connaissance de certains projets, de certaines hypothèses. A ce stade, il y a tellement de projets. En 2013, rien ne

**«Les gens sont inquiets et je les comprends. Ils ont peut-être pris connaissance de certains projets, de certaines hypothèses...»**

**Bernard Gruson**

Directeur général des HUG

bougnera. Pour 2014, des pistes sont évoquées, mais rien n'est encore décidé. Il n'y aura aucun licenciement, éventuellement des postes qui ne seront pas remplacés, mais le service continuera à fonctionner.»

Pour la secrétaire syndicale du SIT Mirella Falco, «on maintient le centre car c'est une obligation fédérale, mais on ne lui donne plus les moyens de tourner. Les conséquences de ces suppressions de postes ne seront pas négligeables. Le service ne pourra peut-être plus ouvrir tous les jours. Nous sommes encore en train d'étudier les différentes mesures du plan Performa. Nous nous prononcerons publiquement le 8 novembre et on appellera à la mobilisation.»

## Arnaque à 22 millions: la justice convoque un diplomate belge

**L'homme, actif dans l'immobilier, doit être mis en prévention vendredi**

Dans le collimateur de la justice, un diplomate belge devait se présenter devant le procureur Yves Bertossa le 5 septembre. Mais l'homme, qui aurait dû être mis en prévention dans le cadre d'une vaste escroquerie à 22 millions de francs (*nos éditions du 14 septembre*), n'est pas venu à Genève. Selon nos renseignements, ce diplomate, défendu par Me Eric Alves de Souza, est attendu vendredi par le Ministère public. «Une audience a effectivement lieu ce jour-là pour l'audition et la mise

en prévention de cette personne», confirme Sophie Bernard, porte-parole du pouvoir judiciaire. En septembre, le procureur avait alerté l'Office fédéral de la justice afin de savoir si ce diplomate, actif dans l'immobilier, bénéficiait d'une immunité et s'il était donc possible de l'extrader. Depuis 2009, la police enquête sur d'importantes pertes subies par des investisseurs entre 2005 et 2007. Au cœur de cette affaire: des placements immobiliers effectués aussi bien à Saint-Prex et à Perroy qu'en Amérique centrale et au Monténégro. A ce jour, un financier belge et un partenaire commercial, actifs à Genève, ont été mis en prévention pour abus de

confiance, voire escroquerie. Une dizaine d'investisseurs, qui disent avoir été trompés, ont porté plainte. Les deux prévenus, auditionnés en septembre, contestent à des degrés divers les charges re-



**Yves Bertossa**  
Premier procureur

tenues. Pour eux, les pertes seraient le fait de la conjoncture, des aléas du marché, mais en aucun cas de malversations. Le partenaire du financier belge ne nie pas avoir reçu et investi environ 22 millions de dollars dans divers

projets, mais il n'y voit rien de pénal. Selon les soupçons des enquêteurs, ce Genevois est suspecté «d'avoir utilisé les montants confiés à d'autres fins ou alors dans des investissements peu fiables et sérieux». Résultat: les placements en question auraient été totalement dilapidés ou ne représenteraient plus aucune valeur aujourd'hui.

Le financier belge est soupçonné, lui, d'avoir injecté dans sa fiduciaire, et non dans les placements, des centaines de milliers de francs confiés par ses investisseurs. Lors de son interpellation, le prévenu a expliqué avoir besoin de temps pour rembourser les plaignants. Mais il a fait faillite et

ses entreprises, basées dans le canton de Vaud et au Luxembourg, ont pris l'eau.

Aujourd'hui, le procureur désire connaître le rôle du diplomate dans la vente de terrains, situés en bord de mer, au Monténégro. «Mon client, qui a déjà été entendu comme témoin en 2011, ne veut pas être un bouc émissaire destiné à payer, expliquait en septembre son avocat. Le financier belge a acheté des lots à mon mandant pour le compte de quelques investisseurs. Mais la plupart des clients du financier, dont les parties plaignantes, lui ont remis de l'argent que mon mandant n'a jamais vu.» **Fedele Mendicino et Catherine Focas**

**tdg.ch** ➔

Sur le Web aujourd'hui

### Dès 11 heures

● **Douanes** Une saisie hors du commun a été effectuée dans le trafic du fret à l'aéroport.

### Dès 15 heures

● **Référendum** Dépôt des signatures contre la fusion des caisses de pension des services publics.

### Dès 19 heures

● **Politique** Le Conseil municipal de la Ville de Genève poursuit ses débats de la veille.